

# « Il s'agit d'aller plus vite, d'aller plus loin »



François Hollande a relancé l'offensive mardi lors de sa troisième conférence de presse, en insistant sur la bataille pour l'emploi et la réduction des dépenses publiques. Le président a notamment détaillé le pacte de responsabilité proposé aux entreprises.

## L'AGENDA

### 22 janvier

► Les entretiens de Solférino à Paris

### 28 janvier

► Forum « Imaginons notre Ile-de-France » à Paris

### 1<sup>er</sup> février

► Réunion des secrétaires de section à Paris



# Accélérer les réformes

« La France doit retrouver sa force économique. Il y a d'abord eu une crise longue, profonde et sans doute sous-estimée. Et puis, il y eu une fuite en avant, avec un creusement des déficits. Un coup d'arrêt a été porté. C'est l'action du gouvernement de Jean-Marc Ayrault depuis 18 mois qui en a été à l'origine. »

« Les premiers résultats sont là. Ils sont fragiles. Certes, depuis six mois le chômage des jeunes a reculé. Certes, il y a eu une stabilisation du chômage, mais nous n'avons pas encore gagné la bataille pour l'emploi. »

« Le pacte de responsabilité, c'est une chance. Chacun doit la saisir. Pas simplement pour son intérêt, mais pour la France. »

« Ce qui doit nous mobiliser pour l'année 2014, c'est le destin de la France. Ce qu'elle sera dans dix ans. La France, elle doit comprendre qu'elle a un grand destin si elle sait le préparer. Je veux qu'elle soit : forte dans son économie, harmonieuse dans sa société. »

C'est un président à l'offensive qui a répondu aux questions des journalistes lors de la conférence de presse qui s'est tenue mardi 14 janvier. François Hollande a expliqué le cap qu'il comptait tenir jusqu'à la fin de son mandat. « Il ne s'agit pas de changer de chemin, il s'agit d'aller plus vite, d'aller plus loin, d'accélérer, d'approfondir. »

La bataille pour l'emploi est plus que jamais une priorité du président, qui l'affirme : « en 2014, l'enjeu n'est pas simplement que la France retrouve la croissance -elle se dessine, c'est que cette croissance soit la plus vigoureuse possible. Nous n'y parviendrons qu'avec la mobilisation de tous, et notamment des entreprises, sans lesquelles il ne peut y avoir de créations d'emplois dans la durée. »

Pour les inciter à créer de l'emploi, François Hollande propose un pacte de responsabilité : « il a un principe simple : c'est d'alléger les charges des entreprises, de réduire leurs contraintes et en contrepartie de permettre plus d'embauches et davantage de dialogue social. » Cela passe par la poursuite de l'allègement du coût du travail, qui a débuté par la création du crédit impôt compétitivité emploi (CICE) l'an dernier.

« Je fixe un nouvel objectif, précise le président. C'est que d'ici 2017, pour les entreprises et les travailleurs indépendants, ce soit la fin des cotisations familiales. »

Cela représente une économie de 30 milliards d'euros pour les entreprises. Les contreparties « doivent être définies au niveau national et déclinées par branche professionnelles ». Elles porteront sur « des objectifs chiffrés d'embauche, d'insertion des jeunes, de travail des seniors, de qualité de l'emploi, de formation, d'ouvertures de négociations sur les rémunérations et la modernisation du dialogue social ». Un observatoire des contreparties sera mis en place.

François Hollande a également insisté sur un autre point important : la réduction des dépenses publiques.

« J'estime qu'il est possible de faire des économies, nombreuses, tout en préservant notre modèle social. » Pour cela, le président va créer un conseil stratégique de la dépense, qui se réunira chaque mois pour évaluer les politiques publiques. L'État « montrera l'exemple », mais ne pourra être seul dans la démarche. Ainsi, « notre organisation territoriale devra être revue ». Les modalités seront définies dans la prochaine loi de décentralisation, mais déjà, le président souhaite donner de nouvelles compétences aux régions, et inciter les collectivités à se rapprocher pour éviter les doublons. En outre, en ce qui concerne la sécurité sociale, qui sera préservée, « il faut réduire la multiplication des prescriptions, des actes médicaux redondants, des médicaments ».



« C'est au prix de cet effort que nous pourrons garantir le modèle social et le service public », insiste-t-il. Ainsi, la priorité à la jeunesse depuis le début du quinquennat pourra être accentuée. 100 000 emplois d'avenir ont déjà été créés en 2013, il y en aura 50 000 de plus en 2014. Il y aura également 15 % de volontaires en service civique en plus. En ce qui concerne l'enseignement, un plan pour l'éducation prioritaire sera mis en oeuvre.

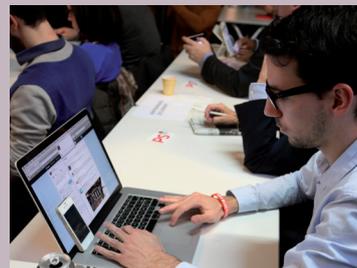
## International

« Il y a des moments où il faut saluer des victoires », relève François Hollande en parlant du Mali. « C'en est une. Victoire contre le terrorisme, victoire pour la démocratie, victoire pour le développement. » Mais l'opération va s'achever, il n'y aura plus que 1 000 soldats au printemps. En Centrafrique, la France a été appelée « pour éviter une catastrophe humanitaire ». « Nous n'avons pas terminé le travail, nous allons le poursuivre mais dans un contexte forcément différent. D'abord, parce que l'Europe va venir. Ensuite, une force de maintien de la paix sera, à un moment décidée, et viendra prendre le relais. » 1 600 soldats français y sont déployés aux côtés de 4 000 africains mais là non plus la France n'a pas vocation à rester. En Europe, François Hollande veut que la France relance le moteur franco-allemand. Il propose « une initiative pour une convergence économique et sociale entre la France et l'Allemagne », mais aussi « de nous coordonner pour la transition écologique » et d'agir pour l'Europe de la défense. « Nous devons avancer vers une union économique et monétaire, avec une zone euro qui puisse avoir un vrai gouvernement et avec des objectifs de croissance et d'emploi. »

## Mobilisés sur les réseaux sociaux

« Il faut montrer que nous sommes présents, que nous soutenons le président, et répondre aux attaques de la droite », explique Thomas Luquet, l'un des twittos qui a répondu à l'appel de la support party organisée à Solférino pendant la conférence de presse. Sur Twitter,

le hashtag #confpr a été le plus commenté dans la soirée. « Cette soirée est un moment de remobilisation sur la toile de tous nos réseaux », précise David Assouline. Un des grands enjeux, c'est que nous soyons dans l'explication, dans la pédagogie, et cela passe aussi par les réseaux sociaux. »



## « 2014, année de l'unité républicaine retrouvée »

« Je veux que l'année qui s'ouvre soit une année de combat et de résultats. » Harlem Désir présentait ses vœux à la presse jeudi 16 janvier. « Nous menons la bataille de la France, a-t-il rappelé. Le parti socialiste est prêt, mobilisé pour mener trois combats : le combat du redressement, le combat électoral, le combat des idées. »

Le parti soutient pleinement le président « pour la réussite d'un grand compromis social ». « Avec une méthode, le pacte de responsabilité, les grand compromis social est un appel à la mobilisation de tous pour le redémarrage économique et l'emploi. » Pour Harlem Désir, la politique impulsée par le président est à l'opposé de celle proposée par les libéraux puisque « ce n'est pas l'économie contre le social, mais l'économie pour le social ». « Le redressement économique et productif, mais aussi l'effort sans précédent de réduction des dépenses publique, la simplification, la réforme de la fiscalité, tout cela n'a qu'un seul objectif : conforter et approfondir notre modèle social », affirme le premier secrétaire.

### Un parti force de propositions

« Dans cette bataille pour la France, le parti socialiste sera aux avant-postes. Et nous aurons besoin de la plus grande unité, de la plus grande cohérence. » Le rassemblement des secrétaires de section organisé le 1<sup>er</sup> février à Paris lancera « le coup d'envoi de cette mobilisation générale ». Le parti sera à l'écoute des Français pour faire remonter les inquiétudes et expliquer la politique menée.



Mais il sera aussi force de propositions « pour réfléchir, débattre et proposer », que ce soit sur le renouveau industriel, la fiscalité, le développement économique, social, écologique...

Pour Harlem Désir, le parti est également à la pointe pour mener les deux batailles électorales fondamentales qui marqueront l'année 2014. En ce qui concerne les municipales d'abord, « l'UMP va chercher à prendre sa revanche en nationalisant le scrutin », remarque le premier secrétaire. Mais, après 10 ans de droite, le bilan est facile à tirer : « la droite, c'est le triple zéro : zéro leader, zéro idée et zéro unité. » Pour les socialistes, la mobilisation sera locale. Le parti s'est doté d'outils de campagne innovants pour être efficace sur le terrain, « sonner à chaque

porte pour endiguer l'abstention ». « Nous allons défendre les villes de gauche, les villes socialistes, les villes qu'on aime innovantes et solidaires ! » lance Harlem Désir.

Pour les européennes, les socialistes auront à se battre « pour donner une nouvelle ambition à l'Europe » « Face à l'échec des conservateurs, à nous de redéfinir quelles sont les priorités : l'emploi et la croissance, que les conservateurs ont étouffé sous l'austérité. » « Nous devons assumer pleinement notre foi européenne contre la menace extrémiste qui pèse sur le continent », insiste-t-il. Cette année 2014, qui marquera le centenaire de l'assassinat de Jean Jaurès doit être celle « de l'unité républicaine retrouvée », face à l'offensive réactionnaire d'un bloc droitier extrémisé.

## ASSEMBLÉE NATIONALE

### Une loi qui mise sur l'agro-écologie

L'assemblée nationale a voté en première lecture la loi d'avenir pour l'agriculture, qui vise notamment à rendre certaines filières plus compétitives et à encourager l'agro-écologie. « Nous avons à faire face au processus de mondialisation, à la question de la compétitivité, à la prise en compte du processus de transition écologique, explique Stéphane Le Foll. Ceci nous conduit à mener une réflexion générale sur le positionnement de notre agriculture et nos industries agroalimentaires, en Europe et dans le monde pour valoriser nos productions et assurer à notre balance commerciale un solde positif. »

La loi d'avenir fixe les grands objectifs de la politique agricole et alimentaire autour de six axes : performance économique et environnementale des filières agricoles et agroalimentaires, protection des terres agricoles et renouvellement des générations, politique de l'alimentation et performance sanitaire, enseignement agricole, forêt et bois, Outre-mer. Parmi les mesures-phares, les députés ont approuvé la création de groupements d'intérêt économique et environnemental

(GIEE), qui permettront aux agriculteurs qui souhaitent s'engager dans l'agro-écologie de se regrouper et de bénéficier d'une majoration des aides publiques.

Afin de favoriser des relations commerciales plus équitables entre producteurs et distributeurs, la loi crée un médiateur des relations commerciales agricoles, qui pourra intervenir en cas de litiges.

### Protéger les espaces agricoles

En matière d'environnement et de santé, l'impact de l'utilisation des produits phytosanitaires sera désormais suivi en permanence, et non uniquement au moment de leur autorisation de mise sur le marché, comme c'était le cas jusque-là. En outre, la prescription d'antibiotiques aux animaux sera également mieux encadrée, pour lutter contre l'antibiorésistance. Les consommateurs auront aussi accès aux résultats des contrôles sanitaires effectués dans les cantines, restaurants, ateliers de transformation de produits alimentaires. Quant à la délivrance des autorisations d'exploiter,

elle privilégiera la diversité des systèmes de production, en limitant les agrandissements excessifs des exploitations.

Le texte de loi prévoit également de mieux protéger les espaces agricoles, naturels et forestiers en renforçant les commissions départementales de préservation des espaces naturels agricoles et forestiers, qui pourront désormais avoir des avis contraignants. En ce qui concerne la forêt, un nouveaux fonds stratégique spécifique sera mis en place pour valoriser la ressource en bois.

Pour aider l'installation des jeunes, le contrat de génération sera adapté au monde agricole, permettant aux moins de 30 ans s'installant hors cadre familial de bénéficier d'une aide spécifique. L'accent est également mis sur la formation, par le renforcement de la promotion sociale dans l'enseignement agricole. Il sera désormais possible d'acquérir des diplômes par un dispositif de validation des compétences. La coopération entre enseignement technique supérieur et recherche sera elle valorisée par la création de l'institut économique et vétérinaire de France.



**LA VILLE  
QU'ON AIME  
POUR VIVRE  
ENSEMBLE**

# **La ville citoyenne à l'écoute des habitants et de ses associations**

**MUNICIPALES 23 ET 30 MARS 2014. VOTEZ !**



**FNeSR**

[lavillequonaime.fr](http://lavillequonaime.fr)